Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 658

Artikel: Paix : mettre hors de combat les marchands de canons
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013286

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE POINT DE VUE DE GIL STAUFFER

Pognon, sauf votre respect...

C'était stupide et inquiétant.
C'est devenu grotesque et criminel.
Pas seulement le budget du Département militaire, pas seulement les autoroutes mais quasi tout le reste.
Soyons clairs — et je me fous bien de passer pour un poujadiste de basse campagne — plus que jamais, il est inacceptable que la Confédération, qu'un canton, qu'une commune présente un budget déficitaire et préconise, par là même, de creuser encore la dette publique.
Soyons clairs: la plus grande part des dépenses des collectivités publiques est représentée par des salaires. L'indexation de ces salaires, aujourd'hui, est une injure. La sécurité de l'emploi, désormais, est une «prestation sociale» — en l'occurrence une prestation des contribuables — qui vaut au moins le tiers d'un salaire, au bas mot.
Conséquence: un écrêtage systématique des hauts salaires des fonctionnaires de tous genres, à commencer par les conseillers fédéraux et les conseillers d'Etat.
Quatre mille cinq cents francs par mois, c'est plus que largement assez — et je n'en démordrai pas tant que le copain R., ingénieur et chômeur, et tant de gens par ici n'ont d'autre perspective que la soupe populaire.
Faut pas déconner. Si j'entends un quelconque fonctionnaire à emploi garanti se plaindre, je lui plante ma main dans la gueule. Hier soir, discussion avec G, chef mécano, viré. Trois mômes. «Qu'est-ce que je vais foutre, ici...?» Il a 48 ans et chialait presque, au bord du trottoir.
C'est clair, je crois.

G. S.

PS. J'ai payé la somme de 32 francs pour une lampe Philips Prismatic SL*18 (18 watts, 900 lumens). Cette lampe, avec un rendement 4-5 fois supérieur à celui d'une ampoule normale à incandescence et une durée de vie, semble-t-il, 4-5 fois plus longue, permet donc une économie de courant non négligeable. Son prix, toutefois, fait hésiter: environ 20-25 fois supérieur à celui d'une ampoule courante de 75 watts. D'où question: connaissez-vous des magasins la fournissant pour moins cher, disons moins de 30 francs? Il serait intéressant que cette lampe soit vendue au prix le plus bas possible, par exemple par des groupes écolos. Même si l'économie globale d'électricité n'est pas considérable, c'est à l'évidence dans cette direction qu'il faut aller et le plus vite sera le mieux.
Bon. Renseignez-vous. La question est à creuser. (Cela dit, tout le truc ne date pas d'hier. Les premiers prototypes de pareille lampe à basse consommation remontent à 4 ou 5 ans, du moins aux Etats-Unis. Bizarre que la commercialisation ait pareillement tardé. Bizarre.)

PAIX

Mettre hors de combat les marchands de canons

Qui veut la paix veut le désarmement. Et qui veut le désarmement veut la reconversion des usines d'armements. La semaine de la paix à Bâle n'aura pas été inutile si elle débouche sur la mise en œuvre de programmes pratiques de guerre aux marchands de canons. Entre autres mises hors de combat des fauteurs de guerre.

La crise économique et les difficultés qui en résultent même pour les industries d'armements peut être l'occasion d'un changement de cap qui soit moins brutal qu'en pleine surchauffe guerrière: on sait qu'en Grande Bretagne, en Allemagne de l'Ouest, aux Etats-Unis, en Suède et en Italie, les syndicats regroupant des travailleurs de cette branche ont déjà manifesté leur intérêt pour des opérations de reconversion industrielle à grande échelle. Il faudra, dans cette perspective, se souvenir de la campagne menée il y a deux ans par les ouvriers de Lukas Aerospace et de Vickers en Grande-Bretagne en faveur d'une reconversion qui soit utile à la société.
Chez Lukas Aerospace, l'un des déclics avait été la mise au chômage — pour la première fois — de techniciens: un comité unitaire réunissant tous les responsables syndicaux des diverses usines, y compris les cadres administratifs, avait pris le taureau par les cornes et fait des propositions concrètes pour éviter des licenciements et la suppression de postes de travail. Pour préciser leurs idées, les syndicats avaient consulté des organisations de consommateurs et avaient travaillé avec des mouvements d'inspiration écologiste et antinucléaire pour faire pièce aux pressions de puissants groupes commerciaux. C'est ainsi qu'avaient vu le jour, chez Lukas Aerospace, des plans précis de production de générateurs à énergie éolienne, d'appareils à radar pour les aveugles, de robots ou de véhicules à la fois routiers et ferroviaires capables d'utiliser les voies de chemin de fer secondaires anglaises devenues inutilisées. Les ouvriers de Vickers avaient, eux, proposé de fabriquer des générateurs à énergie marémotrice et des équipements de conservation de l'énergie.

Faut-il rappeler que dans le cadre de la campagne mondiale pour le désarmement, l'idée a été lancée de créer une agence internationale chargée de démontrer comment reconvertir à des fins de développement économique et social les capacités industrielles antérieurement utilisées à des fins militaires? Une telle agence permettrait par exemple de mettre en contact les travailleurs et les ingénieurs de l'industrie d'armement des pays industrialisés avec les pays en voie de développement intéressés à utiliser des capacités de production rodées à l'efficacité militaire. Est-ce trop demander?